

Une surdiplomation artificielle

Nous avons hérité du LMD comme d'une usine «clefs en main» de la glorieuse «industrie industrialisante».

Pourtant, les constructeurs eux-mêmes, notamment français, ne garantissent pas à vie la validité du montage. On peut s'en assurer en lisant une récente étude critique de Julien Gonzalez, au titre très significatif *Enseignement supérieur : les limites de la mastérisation*^(*).

Revenant sur les motivations initiales qui ont accompagné l'introduction du système, il met l'accent sur deux «déterminants» : «Une conception républicaine empreinte du principe d'égalité, la croyance qu'une augmentation du taux de diplomation (et donc du niveau de connaissances de la population) tirerait la croissance du pays.»

A l'expérience, le bilan semble plus que décevant : «Les conséquences sont préoccupantes : frustration des jeunes diplômés et de leurs familles, dévalorisation des diplômes, renchérissement du coût de l'enseignement supérieur, emplois moins qualifiés non pourvus...»

Il est alors attendu des correctifs à «une surdiplomation artificielle, dans la mesure où celle-ci n'induit ni réduction des inégalités sociales, ni augmentation du niveau général des connaissances» par «une meilleure adéquation entre les diplômes émis et la structure du marché du travail». L'analyse critique du modèle français de LMD qui nous a inspirés, atteste d'abord «d'une double réalité qui s'inscrit dans le prolongement de la démocratisation de l'accès à l'enseignement secondaire : les effectifs de l'enseignement supérieur croissent en parallèle d'un allongement de la durée des études, le master s'imposant de plus en plus comme le symbole de cette «inflation universitaire». Ainsi, «mécaniquement, le développement de l'accès à l'enseignement supérieur conduit à une population de plus en plus qualifiée (...) La deuxième

conséquence est l'allongement de la durée moyenne des études, avec une prédominance des diplômés de niveaux élevés».

Historiquement, le modèle instauré au sein de l'Union européenne (UE) s'est donné pour objectif que 40% de la population âgée de 30 à 34 ans soit diplômée de l'enseignement supérieur d'ici 2020 (stratégie «EU 2020»). Les ministres de l'Education de 29 pays européens réunis à Bologne, en Italie, le 19 juin 1999, signent une déclaration sur l'avenir de l'enseignement supérieur en Europe, initiant par la même occasion ce qu'on appelle couramment le Processus de Bologne qui demeure l'une des plus vastes et plus importantes réformes de l'enseignement supérieur en Europe.

La tendance générale à «la diplomation accélérée» observée en France a pour principal effet indésirable généré par un haut niveau de qualification dans la population active, le «décalage avec les besoins en compétences du marché, et de captation des emplois moyennement ou peu qualifiés par des gens surqualifiés».

Un tel constat est également partagé par l'OCDE qui l'illustre par le lien entre le surplus moyen de salaire pour les jeunes diplômés du supérieur (par rapport à un référentiel donné) et le taux de diplômés de la population active du pays. Selon cette organisation, «quatre catégories de pays apparaissent : ceux qui ont un niveau de diplomation plutôt bas et un faible surplus de salaire pour les jeunes diplômés (France), ceux qui ont un niveau de diplomation plutôt élevé et un faible surplus de salaire (Canada), ceux qui ont un niveau de diplomation plutôt bas avec un surplus de salaire important (Allemagne) et ceux qui ont un niveau de diplomation plutôt haut avec un surplus de salaire important (Etats-Unis).» Si l'on se réfère à cette segmentation, nous serions plus proches de la France avec

un surnombre de diplômés ; le diplôme n'étant pas «récompensé» en termes de salaire. Les chiffres de l'Office national des statistiques sur le chômage montrent qu'en Algérie le taux de chômage est deux fois plus important chez les diplômés de l'enseignement supérieur que chez ceux qui n'ont aucun diplôme.

La surdiplomation fabrique alors de la frustration, avec une formation déconnectée de la réalité du marché du travail, laquelle réalité affiche une double tendance : une entrée difficile pour les jeunes générations, un rôle central joué par le diplôme.

L'illusion du «master pour tous» – les diplômes de niveau master sont les plus distribués et représentent près d'un tiers des sortants du supérieur de 2010 en France – est jugée «particulièrement prégnante dans les spécialités droit-économie-gestion et les écoles de commerce».

Deux conséquences découlent de la stratégie suivie : la reproduction des inégalités et la frustration, avec l'échec de la méritocratie et de la mobilité sociale. A la question de savoir si l'accès à l'enseignement supérieur permet de réduire les inégalités, la réponse est négative, pour cette première raison «que le diplôme reste très inéquitabement réparti entre les catégories sociales. (...) Deuxièmement, l'augmentation significative du nombre de diplômés du supérieur et l'incapacité d'absorption du marché du travail tendraient à dévaloriser la valeur nominale des diplômes, celle-ci se déflissant par l'offre et la demande – les flux de diplômés et d'emplois correspondants».

La surdiplomation et son corollaire, la baisse de l'utilité du diplôme, annulerait le gain potentiel espéré par la démocratisation éducative : «Les enfants de milieu populaire qui accèdent aujourd'hui à des diplômes plus élevés que leurs parents n'en obtiennent pas pour autant des positions sociales plus élevées parce que le rendement de ces diplômés sur le marché du travail a dans le même temps baissé.»

Ces deux facteurs, qui expliquent l'absence de relation entre la démocratisation de l'accès à l'enseignement supérieur et la mobilité sociale – inégalité dans la répartition des diplômes et dévalorisation de ces derniers –, ont été relevés par Pierre Bourdieu, pour qui la massification scolaire a favorisé la mise en place de nouveaux mécanismes permettant d'assurer la reproduction sociale. La notion de «capital culturel» a notamment été développée pour expliquer le fait que les



Par Ammar Belhimer
ammarbelhimer@hotmail.fr

classes sociales se distinguent par «des distances inégales à la culture scolaire et par des dispositions différentes à la reconnaître et à l'acquiescer».

Plus fondamentalement, il est par ailleurs permis de se demander si l'élévation du niveau général de connaissances induit mécaniquement le progrès social et économique. Retour sur l'exemple français pour trouver réponse : «L'effort consacré (près de 1,5 % du PIB) traduit un choix politique, censé assurer une corrélation entre le niveau d'éducation et la croissance du pays. A ce jour, il n'existe aucun consensus scientifique sur cette question, et l'éducation peut être perçue à la fois comme une cause et une conséquence de la prospérité économique.»

«La quantité s'obtient-elle au détriment de la qualité ? L'une ne va-t-elle pas nécessairement sans l'autre ? La question est à la fois sensible et complexe, des indicateurs fiables manquant pour pouvoir avancer une réponse irrévocable. Reste qu'à partir du moment où l'on annonce des objectifs chiffrés de titulaires d'un examen (à l'image des 80 % pour le baccalauréat), le moyen le plus simple d'y parvenir demeure l'abaissement du degré d'exigence.»

La France n'a pas fini de nous inspirer.
A. B.

(*) Julien Gonzalez, *Enseignement supérieur : les limites de la mastérisation*, Fondation pour l'innovation politique, 7 juillet 2015.

<http://www.fondapol.org/etude/julien-gonzalez-enseignement-superieur-les-limites-de-la-masterisation/>

Le Soir sur Internet :
<http://www.lesoirdalgerie.com>
E-mail :
info@lesoirdalgerie.com

REJOIGNEZ L'ÉQUIPE DU SOIR D'ALGÉRIE

**VOUS ÊTES JOURNALISTE CONFIRMÉ(E) ?
VOUS SOUHAITEZ DÉBUTER
DANS CETTE MAGNIFIQUE PROFESSION ?**

Envoyez votre CV à : lesoirdalgerie@yahoo.fr

Il sera exigé une maîtrise parfaite de la langue française,
le sens de l'initiative et une disponibilité totale.

POUSSE AVEC EUX !

Par Hakim Laâlam

hlaalam@gmail.com
[@hakimlaalam](https://twitter.com/hakimlaalam)



LFC. Loi de finances complémentaire. Nette augmentation du budget consacré aux...

... Limogeages !

Le balai sur fauteuil roulant ! Ce sport devrait figurer aux prochains jeux paralympiques ! Balayer frénétiquement, plusieurs heures de suite, c'est déjà une performance pour quelqu'un de valide, debout sur ses deux jambes. Que dire alors du champion qui pratique cette discipline assis, sur un fauteuil, des jours durant ? Pour bien mesurer l'extrême pénibilité et les efforts colossaux que ce sport entraîne et exige, il faut être au niveau de celui qui le pratique. Assis. Dans des gradins. Exactement comme aux JO. Mais alors, comment s'asseoir alors que celui qui balaie assis, justement, nous reproche déjà assez, tous les jours, de ne pas en foutre une, de ne pas assez travailler, de rester... assis, les bras croisés sur le ventre du voisin ? D'ailleurs, si je réécoute l'info donnée par une télévision privée du Palais, annonçant le limogeage des responsables de la sécurité présidentielle et de la Garde républicaine, il leur aurait été reproché quelque part leur «manque de rendement et de performances». Mais comment voulez-vous avoir du rendement lorsque tout vous invite à rester assis pour admirer comme il se doit celui qui balaie sur fauteuil ? En fait, ça s'appelle le paradoxe du balai ! Un mec débarque un jour dans un pays, annonce que

Le curling.DZ !

désormais, c'est lui qui fera tout, du sous-sol au grenier, qu'il nettoiera toute la maisonnée de ses saletés, fera le ménage sans ménagement et sera tout sauf un trois quarts de chef, conclut avec cette terrible sentence «avec moi, vous allez voir ce que vous allez voir !», puis, il s'étonne que les autres, tous ceux à qui il s'adressait, passent leur temps à le contempler, à admirer sa dextérité dans le maniement du balai. Faut savoir khouya ! Imagine un seul instant que nous ayons snobé ta perf', que nous nous soyons comportés comme des mufles en regardant ailleurs au moment où tu balayais assis ? Tu aurais sûrement crié au complot, pesté contre notre médiocrité et te connaissant, tu te serais alors mis en... pétard ! Pas ça ! Pas maintenant ! Les pétards, c'est pour le Mouloud. Quoi que ! Nous avons aussi nos petits moments d'ennui. Le curling façon Palais d'Alger, c'est bon 48 heures, voire une semaine, mais au-delà, t'as une sorte d'envie furieuse de mettre le feu aux poils de brosse. Oui, je te le concède, c'est antisportif. Destruction de bien d'autrui, c'est même passible de prison. Et donc, pour meubler un peu en te regardant balayer, nous, bons enfants comme nous le sommes et l'avons toujours été, nous balançons quelquefois des pétards. Même hors Mouloud. Et nous fumons aussi du thé pour rester éveillés à ce cauchemar qui continue.

H. L